

**Conseil économique et social**

Distr. générale
10 septembre 2018
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité directeur des capacités et des normes commerciales****Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles****Soixante-quatorzième session**

Genève, 12-14 novembre 2018

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Faits notables survenus depuis la dernière session**Programme de travail 2019-2020 du Groupe de travail
des normes de qualité des produits agricoles*****Document soumis par le secrétariat***Résumé*

Ce document contient le projet de programme de travail 2019-2020 du Groupe de travail et de ses sections spécialisées (de la normalisation de la viande, des fruits et légumes frais, des produits secs et séchés et des plants de pomme de terre). Le Groupe de travail est invité à examiner et à recenser, selon qu'il conviendra, les domaines de synergie et les éventuels nouveaux domaines de travail relevant directement du Groupe de travail et de ses sections spécialisées ainsi qu'à approuver le programme de travail 2019-2020.

En outre, le Groupe de travail est invité à demander le renouvellement de son mandat pour une période de cinq ans (2019 à 2023) et l'actualisation de son mandat figurant dans le document ECE/EX/2008/L.8 (approuvé le 8 mars 2008) de façon à ce que les objectifs de développement durable soient pris en compte dans ses travaux sans que les modifications n'impliquent des incidences financières.

Le présent document a été établi conformément à la section II c) du document ECE/CTCS/2017/10 et à la section VII a) du document ECE/CTCS/2018/2.

* Document soumis à la date susmentionnée pour régler les derniers détails du programme de travail.



I. Introduction

Le Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7) a pour mandat d'élaborer, d'interpréter et de promouvoir l'application concrète, pour les produits agricoles, des normes de qualité commerciale reconnues sur le plan international. Compte tenu des répercussions internationales de ses travaux, il tient compte des besoins des gouvernements et du secteur privé (producteurs, négociants et consommateurs) de tous les pays où les normes sont appliquées ou pourraient l'être.

Le WP.7, agissant dans le cadre des principes de l'Organisation des Nations Unis et de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU (ci-après la « CEE ») et sous la supervision générale du Comité directeur des capacités et des normes commerciales de la CEE, est chargé de mettre en œuvre les travaux réalisés dans le cadre du sous-programme de la CEE sur le commerce en ce qui concerne les normes de qualité des produits agricoles. Conformément à son mandat, le WP.7 :

- a) Élabore pour les produits agricoles des normes internationales de qualité commerciale sur la base des normes nationales existantes et des pratiques commerciales et professionnelles en vigueur sur le plan national concernant : les fruits et légumes frais (y compris les pommes de terre de primeur et de conservation), les produits secs et séchés, les plants de pomme de terre, la viande, les œufs et les fleurs coupées. Il peut élaborer des normes pour d'autres produits agricoles, s'il le juge nécessaire, en fonction des ressources disponibles ;
- b) Harmonise l'application de ses normes au niveau international en établissant et en diffusant des documents explicatifs et interprétatifs ;
- c) Révise et modifie les normes existantes pour les adapter à l'évolution des conditions de production, de négoce et de commercialisation ;
- d) Coopère avec le secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour veiller à ce que le processus d'élaboration des normes soit compatible avec les règles de l'OMC ;
- e) Coopère avec d'autres organes de normalisation, en particulier avec la Commission du Codex Alimentarius, pour éviter les doubles emplois et les divergences entre les normes ;
- f) Entreprend des activités de recherche en rapport avec l'élaboration, l'application et la promotion de ses normes ;
- g) Suit l'application des normes au moyen de rapports établis par les administrations publiques et le secteur privé ;
- h) Promeut les normes et aide les gouvernements à les appliquer concrètement en organisant des séminaires, des ateliers et des cours de formation ;
- i) Définit et promeut des procédures uniformes de contrôle de la qualité et l'utilisation du certificat-type de conformité de la qualité. Coopère avec les organisations gouvernementales, intergouvernementales et autres chargées de l'application des normes aux fins de l'uniformisation des méthodes d'inspection et de l'obtention de résultats comparables ;
- j) Réalise des examens collégiaux volontaires des systèmes nationaux de contrôle de la qualité ;
- k) Convoque des réunions de responsables des services nationaux de contrôle de la qualité ;
- l) Définit les conditions d'une reconnaissance mutuelle des inspections par les pays et encourage une telle reconnaissance ;

m) Encourage la communication entre les organisations gouvernementales, intergouvernementales et autres chargées de l'application des normes en effectuant des contrôles afin de simplifier et de faciliter l'environnement commercial des négociants.

Afin de faciliter les débats sur le programme de travail 2019-2020 du Groupe de travail, on trouvera dans le présent document une liste des travaux entrepris par le Groupe de travail et un résumé des propositions de travaux exposées dans les rapports des réunions des sections spécialisées de la normalisation de la viande, des fruits et légumes frais, des produits secs et séchés et des plants de pomme de terre.

II. Projet du programme de travail 2019-2020 du WP.7

Le Groupe de travail est invité à examiner le projet de programme de travail 2019-2020 qui lui est proposé et à donner des orientations sur les priorités des travaux futurs définies par les sections spécialisées, notamment les possibles synergies et les éventuelles autres possibilités de coopération de façon à faire en sorte que les normes de qualité des produits agricoles de la CEE restent pertinentes et continuent de faciliter le commerce tout en contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable, à savoir les objectifs 8, 12 et 17.

Depuis 2014, le Groupe de travail a aligné ses travaux sur les objectifs de développement durable et s'est concentré sur l'amélioration des modes de production et de consommation durables, en mettant en particulier l'accent sur la prévention des pertes et des déchets alimentaires et les domaines de travail connexes, en coopération avec d'autres organisations internationales, le secteur privé et la société civile. Il en a résulté l'organisation de trois conférences internationales consécutives sur des thèmes transversaux auxquelles ont participé les quatre sections spécialisées dans le cadre de la session du WP.7. Les participants à ces conférences, qui étaient axées sur la traçabilité des produits agricoles, la prévention des pertes alimentaires ainsi que la production alimentaire durable et les normes connexes, ont examiné les tendances et les exigences en matière de traçabilité des produits agricoles, la manière dont les normes internationales de qualité accompagnent les efforts en matière de traçabilité et la façon dont une production de meilleure qualité prévient et réduit les pertes alimentaires. Ce dernier point vient directement en appui de la cible 12.3 (réduire de moitié le volume des déchets alimentaires d'ici à 2030).

Pour la période 2019-2020, il est proposé que le Groupe de travail continue de mettre l'accent sur la consommation et la production durables dans le cadre de la réalisation de l'objectif 12 et de sa cible 12.3 (réduire de moitié le volume des déchets alimentaires d'ici à 2030). À cette fin, il est proposé que le Groupe de travail collabore avec ses sections spécialisées et redouble d'efforts pour examiner et recenser les mesures et outils concrets visant à aider tous les participants aux chaînes d'approvisionnement agricoles (couvertes par les sections spécialisées) à prévenir et à éviter les déchets et les pertes alimentaires. Eu égard à ce qui précède, le secrétariat propose que le Groupe de travail, en coopération avec ses sections spécialisées, accorde aussi une attention particulière à de nouvelles questions d'actualité telles que la fraude alimentaire ou l'authenticité de l'alimentation afin d'assurer la pleine réalisation des objectifs de développement durable correspondants. En outre, le Groupe de travail, en coopération avec ses sections spécialisées, examinerait aussi l'utilisation durable des ressources naturelles disponibles et les mesures visant à atténuer les effets néfastes des changements climatiques. Pour ce faire, le Groupe de travail encouragerait l'élaboration de nouveaux outils et directives et organiserait des conférences ou ateliers internationaux pour promouvoir leur utilisation et leur application. Il le ferait en coopération avec d'autres organisations internationales, le secteur privé et la société civile.

En outre, le Groupe de travail réviserait son mandat pour tenir compte des travaux sur les objectifs de développement durable ainsi que ses procédures de travail pour préciser certaines dispositions.

III. Propositions concernant les travaux des sections spécialisées relevant du WP.7

On trouvera ci-après un résumé des propositions de travaux futurs qui ont été examinées et adoptées par les quatre sections spécialisées du Groupe de travail. Le Groupe de travail est invité à approuver ces propositions.

A. Section spécialisée de la normalisation de la viande

La Section spécialisée de la normalisation de la viande a déterminé que ses travaux futurs seraient axés sur les thèmes figurant dans le document ECE/CTCS/WP.7/GE.11/2018/2 (voir ci-dessous). Elle a aligné ses travaux sur les objectifs de développement durable. L'accent continuera d'être mis sur la prévention des déchets et des pertes alimentaires dans la chaîne d'approvisionnement de la viande ainsi que sur la réaffectation et l'utilisation durable des ressources. D'autres points sont ajoutés à la demande expresse des États membres.

- Objectif de développement durable 12 : collecte d'informations relatives à l'application et à l'utilisation des normes dans le monde entier ;
- Étude de la possibilité d'élaborer des normes de qualité pour la chair de poisson (portée à définir), l'aquaculture et la mer ;
- Étude de la possibilité d'harmoniser les codes de découpe de la CEE avec les codes du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises ;
- Recherche sur la qualité gustative et les normes de la CEE ;
- Révision de la norme pour la viande ovine ;
- Colloque/atelier sur l'authenticité de l'alimentation, les fraudes alimentaires et la traçabilité de la viande ainsi que sur l'uniformisation des normes (publiques et privées) aux fins de la viabilité à long terme.

B. Section spécialisée de la normalisation des fruits et légumes frais

La Section spécialisée de la normalisation des fruits et légumes frais a déterminé que ses travaux futurs seraient axés sur les thèmes figurant dans le document ECE/CTCS/WP.7/GE.1/2018/2 (voir ci-dessous). Conformément à la pratique établie, les questions relatives à la révision des normes sont ajoutées à la demande expresse des États membres à l'approche des réunions. La Section spécialisée a aligné ses travaux sur les objectifs de développement durable et élabore actuellement deux directives importantes visant à contribuer à éviter et à réduire les pertes alimentaires d'ici à 2030. Elle travaille à la version électronique du certificat de qualité utilisé pour la vente des fruits et légumes frais afin de réduire les délais de dédouanement des produits frais aux frontières et les pertes alimentaires liées aux retards. Des experts de la Section spécialisée participent à des activités de renforcement des capacités visant à promouvoir l'application de pratiques commerciales durables pour éviter les pertes alimentaires et améliorer la qualité de la production en Asie centrale.

- Objectif de développement durable 12 : élaboration de principes directeurs relatifs à la qualité minimale pour la commercialisation ;
- Objectif de développement durable 12 : élaboration d'un code de bonne pratique ;
- Objectif de développement durable 12 : élaboration d'un certificat électronique de qualité pour le commerce des fruits et des légumes frais ;
- Révision de la norme pour les agrumes ;
- Révision de la norme-cadre.

C. Section spécialisée de la normalisation des produits secs et séchés

La Section spécialisée de la normalisation des produits secs et séchés a déterminé que ses travaux futurs seraient axés sur les thèmes figurant dans le document ECE/CTCS/WP.7/GE.2/2018/2 (voir ci-dessous). Elle a aligné ses travaux sur les objectifs de développement durable et continuera de mettre l'accent sur le commerce et la production durables des fruits à coque et des fruits séchés, la prévention des pertes alimentaires et l'utilisation durable des ressources afin d'atténuer les effets des changements climatiques. D'autres points sont ajoutés à la demande expresse des États membres.

- Objectif de développement durable 12 : organisation de colloques sur le commerce durable des noix de cajou et d'autres produits ;
- Élaboration d'une affiche ou d'une brochure et d'une échelle colorimétrique pour les cerneaux de noix de cajou ;
- Élaboration d'une nouvelle norme pour les baies séchées ;
- Élaboration d'une nouvelle norme pour les cacahuètes et les noix de pécan ;
- Élaboration d'une nouvelle norme pour les pruneaux, les melons séchés et les papayes ;
- Révision de la norme pour les pistaches en coque (ratio amande de pistache/coque) ;
- Révision de la norme-cadre ;
- Achèvement du plan d'échantillonnage, des documents d'orientation et de la vidéo pour les fruits à coque et les fruits séchés et activités d'échantillonnage et de vérification ;
- Examen des affiches explicatives (noix en coque, cerneaux de noix, figues séchées, raisins secs et pistaches en coque) ;
- Examen de la brochure explicative des pays d'Asie centrale pour les abricots séchés pour adoption comme brochure de la CEE.

D. Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre

La Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre a déterminé que ses travaux futurs seraient axés sur les thèmes figurant dans le document ECE/CTCS/WP.7/GE.6/2018/2 (voir ci-dessous). Elle a aligné ses travaux sur les objectifs de développement durable et continue de mettre l'accent sur la production et le commerce durables de plants certifiés afin d'éviter les pertes alimentaires dans la chaîne d'approvisionnement et sur l'utilisation durable des ressources afin d'atténuer les effets des changements climatiques et améliorer la sécurité alimentaire. D'autres points sont ajoutés à la demande expresse des États membres.

- Résultats de l'étude sur les méthodes de détection de virus dans les plants de pomme de terre ;
- Élaboration d'une étude sur les méthodes de détection des bactéries ;
- Élaboration d'un guide sur la production de minitubercules ;
- Examen de l'évolution récente de la situation dans le domaine des pommes de terre à semences véritables ;
- Renforcement des capacités et matériel didactique (guides, formations en ligne, vidéos) ;
- Examen des inspections axées sur les risques ;
- Examen des maladies et parasites nouveaux ou émergents et des stratégies d'atténuation des risques et examen et discussions à ce sujet ;
- Fourniture, par les délégations, d'informations actualisées sur les nouvelles.